



## Communiqué de Rencontres Tsiganes

Suite à plusieurs évènements survenus ces dernières semaines à Marseille relayés dans les médias et sur les réseaux sociaux, Rencontres Tsiganes dénonce une dangereuse escalade de propos outrageants à l'égard de la communauté Rom dans son ensemble, tenus par des élus de la République.

Plutôt que de faire preuve de l'autorité morale qu'on serait en droit d'attendre de représentants du peuple face aux inquiétudes parfois légitimes de nos concitoyens, certains élus ont fait le choix populiste de tenir des discours qui renforcent non seulement les stéréotypes et les préjugés à l'égard de toute une population, mais participent activement au rejet et à la discrimination dont elle fait déjà largement l'objet.

Ces comportements irresponsables qui s'inscrivent dans un contexte général de banalisation et de radicalisation des discours xénophobes, islamophobes, antisémites et homophobes ont aujourd'hui largement dépassé le cadre légal du débat démocratique.

Une actualité dramatique récente nous rappelle combien la violence des paroles peut parfois dégénérer en violence dans les actes.

Dans cette surenchère de déclarations publiques injurieuses et diffamatoires, un palier supplémentaire a été franchi le samedi 8 juin par une incitation à la violence de la part d'un élu local marseillais sur le réseau Twitter.

Rencontres Tsiganes a saisi le Procureur de la République afin d'engager des poursuites contre l'auteur de ces propos inadmissibles qui, malgré des demandes répétées, n'a pas jugé bon de s'excuser, ni de retirer le tweet en question. <sup>(1)</sup>

Dans la perspective de campagnes électorales qui semblent déjà bien engagées, nous n'accepterons pas qu'une communauté toute entière soit livrée à la vindicte populaire pour servir de variables d'ajustement aux postures opportunistes propres à satisfaire une certaine xénophobie ambiante sur un échiquier politique de plus en plus flou.

Nous en appelons à la responsabilité de chacun pour dépassionner un débat qui concerne des problèmes bien réels mais aussi, et surtout, des familles dans une grande précarité.

Rien ne saurait justifier des propos délictueux et des appels à la violence de la part de responsables politiques.

Nous mettons solennellement en garde toutes celles et tous ceux qui seraient tentés à l'avenir de s'exprimer sur ce sujet dans des termes qui seraient contraires aux lois de la République. Leurs auteurs seront systématiquement poursuivis et devront en répondre devant la Justice.

<sup>(1)</sup>En twittant le lien d'un article d'Europe 1, qui annonçait que des cocktails Molotov avaient été jetés, dans la nuit de jeudi à vendredi, contre des caravanes d'un village d'insertion de familles Roms à Hellemmes (Nord), Monsieur Didier Réault, conseiller général et municipal UMP de Marseille a ajouté «Bientôt à Marseille #Capelette pour la même action».